

French thriving – France's envoy

PHILIP AUTHIER
THE GAZETTE

The French language is alive and well in the world, Canada included, France's ambassador to Canada says.

Daniel Jouanneau told a luncheon organized by the Montreal Council on Foreign Relations that he travels all over the country and has been impressed by the space French occupies in the lives of Canadians.

"I have absolutely no worries about the future of French in Canada, absolutely none and I speak from experience," Jouanneau said responding to a question.

"It's striking. There is more and more interest in French. Anglophones want to learn a foreign language to be better

than the Americans. Immigrants want to learn French to succeed in a bilingual society."

He said in Vancouver, the Alliance Française – one of the largest French-language schools in the world – has been flooded with requests from Chinese Canadians who want to learn French. The organization plans to open a branch office in Vancouver's Chinatown in the new year.

In his speech, Jouanneau said France is off to a new start under the leadership of its newly elected president, Nicolas Sarkozy, whom he described as a "friend of Canada."

"He knows Canada," Jouanneau said. "He likes Canada."

pauthier@thegazette.canwest.com

La France pense convaincre le Canada

Sans «ostraciser» le Canada, le gouvernement français pense pouvoir convaincre Ottawa de se «rapprocher peu à peu de la position européenne» à l'égard du protocole de Kyoto, a affirmé hier l'ambassadeur français Daniel Jouanneau. «Je n'utiliserais pas le terme «pression», mais je crois que nous pourrions convaincre le Canada que l'environnement est l'affaire de tous et nous devons favoriser l'essor d'un nouveau régime (post-Kyoto) pour l'après 2012», a-t-il précisé à l'issue d'une conférence devant le Conseil des relations internationales de Montréal (CORIM).

Au sein de l'Union européenne, la France milite pour un plan visant à réduire d'ici 2020 ses émissions de gaz à effet de serre de 20% par rapport à 1990. Ce taux pourrait être porté à 30% dans le cadre d'un accord international. C'est dans ce sens que l'Hexagone entend s'engager lors de la conférence de Bali, qui s'amorce la semaine prochaine. «Notre espoir est que le Canada se rapproche peu à peu de la position européenne à Bali. C'est par le dialogue continu que nous y arriverons. Nous savons bien que dans cet immense pays qu'est le Canada, la question de l'environnement se pose différemment entre l'ouest, l'est et le centre», a ajouté l'ambassadeur. - Tristan Péloquin

Cinq questions...

LÉONIE LAFLAMME-SAVOIE, LESAFFAIRES.COM 12 décembre 2007

Daniel Jouanneau est ambassadeur de la France au Canada depuis 2004, de 1987 à 1989 il a également occupé le poste de consul général à Québec.

Les PME de France et du Québec brassent-elles assez d'affaires ensemble?

J'ai observé que depuis 20 ans une multiplication impressionnante des partenariats entre les PME françaises et québécoises. Pour une entreprise française qui veut opérer sur le marché de l'ALENA, le Québec est vraiment le bon endroit pour investir. Pour plusieurs raisons, mais surtout parce que le Québec est un milieu francophone et parce que le Québec est, tout comme la France, une économie de PME jeunes et dynamiques et parce que le partenaire québécois va apprendre à l'entreprise française à se préparer à la compétition sur le marché américain.

Qu'est-ce que les entreprises françaises viennent chercher au Québec?

Elles viennent chercher une taille similaire qui permet des partenariats équilibrés entre les entreprises. Elles viennent également trouver une expérience du continent nord-américain, une expertise et un savoir-faire qui n'existent pas nécessairement en France. Les entreprises françaises retrouvent le même dynamisme et la même créativité que celle qui existe dans les PME en France.

Quels seraient les grands obstacles à l'exportation entre la France et le Québec?

L'accès au marché européen est encore un peu difficile pour les entreprises canadiennes puisque leurs produits sont adaptés aux normes américaines et ne répondent pas nécessairement à la réglementation de l'Union européenne. On voit aussi des problèmes dans la reconnaissance des diplômes et les équivalences académiques. L'accès au marché public est également plus difficile pour les entreprises françaises au Québec puisque même si le marché public fédéral est ouvert ce n'est pas le cas des paliers provinciaux et municipaux. Le cas d'Alstom avec le métro de Montréal en est le meilleur exemple.

Quels seraient les meilleurs exemples de partenariats réussis entre des entreprises de la France et du Québec?

J'ai donné quelques exemples, mais on peut retenir trois entreprises majeures qui étaient des PME mais qui ont grandi depuis. On parle d'Yves Rocher et de la Brioche dorée qui se sont servi du Québec comme porte d'entrée sur le marché américain et notamment à New York. Un autre exemple inévitable serait bien sûr Ubisoft qui est devenue un des plus gros joueurs au monde sur le marché des jeux vidéo et qui s'est épanouie en France comme au Québec.

Existe-t-il des outils pour les entreprises québécoises qui veulent entrer sur le marché français?

En fait, le Québec est le seul partenaire dans le monde avec lequel nous avons un partenariat clair et établi au sujet de la coopération entre entreprises. C'est le programme UbiFrance-Québec et il permet aux PME de lier plus facilement des ententes, d'exporter et d'investir en France ou au Québec.

Monsieur Jouanneau a été rencontré par Les Affaires.com lors d'un dîner causerie organisé par le CORIM.

Kyoto: la France veut convaincre et non forcer

La France ne fera pas pression sur le Canada

par **Léonie Laflamme-Savoie**

[Voir tous les articles de Léonie Laflamme-Savoie](#)

Texte mis en ligne le 28 novembre 2007 à 7:00

[Soyez le premier à commenter ce texte](#)

De passage à Montréal, Daniel Jouanneau, l'ambassadeur de France au Canada, a tenu à souligner qu'un dialogue ouvert était établi avec Stephen Harper au sujet de l'environnement, mais que la France ne ferait pas pression sur le premier ministre canadien afin qu'il revoie les positions canadiennes au sujet du protocole de Kyoto. « Je ne veux vraiment pas utiliser le terme pression puisque nous cherchons à convaincre et non à ostraciser qui que ce soit, avance Daniel Jouanneau. L'environnement a déjà été évoqué lors de la dernière visite de monsieur Harper et c'est un sujet de dialogue permanent entre Paris et Ottawa. Notre espoir est que le Canada se rapproche des positions européennes en matière de changements climatiques. »

L'ambassadeur a également profité de sa visite pour souligner que son gouvernement comprenait la réalité canadienne et qu'il était « difficile pour un pays aussi grand d'avoir les mêmes sensibilités environnementales d'est en ouest ».

En plus des festivités entourant le 400e anniversaire de la ville de Québec, les deux chefs d'État auront l'occasion de se rencontrer au Sommet de la Francophonie ainsi qu'au Sommet Union-Européenne et Canada, deux rencontres qui devraient se dérouler d'ici la fin 2008.

« On veut que lors de ces événements la question environnementale soit abordée, soutient l'ambassadeur. Lors de sa dernière visite aux États-Unis, le président Sarkozy a encouragé le Congrès à être un chef de file en matière d'environnement, mais nous cherchons à convaincre nos grands partenaires. »

La France a d'ailleurs signé avec la Chine cette semaine une entente sur l'environnement encourageant le développement de technologies propres et durables. Au courant de la prochaine année, le président Sarkozy devrait également se rendre au Canada pour rencontrer Stephen Harper et Jean Charest.

La conférence de monsieur Jouanneau était organisée par le Conseil des relations internationales de Montréal (CORIM).

Pour en savoir plus:

Conseil des relations internationales de Montréal: www.corim.qc.ca

Ambassade de France au Canada: www.ambafrance-ca.org



Le premier ministre canadien Stephen Harper et le président français Nicolas Sarkozy lors du sommet du G8 en juin 2007. Source: Bloomberg News